

que ce fût une période particulièrement difficile, non seulement pour notre pays mais pour les États-Unis et, en fait, pour la plupart des autres pays du monde.

Ces difficultés, monsieur l'Orateur, sont bien connues, et je ne me propose pas de les relater ici. Elles découlent principalement du fait que, d'une part, les nombreux besoins d'une Europe détruite par la guerre et assoiffée de reconstruction avaient été à peu près comblés et que, d'autre part, les pays de l'Europe occidentale, ayant bénéficié du plan d'aide Marshall et d'autres plans identiques, et effectué leur propre reconstruction par suite d'un effort gigantesque de renouveau, avaient fait table rase, avaient adopté de nouveaux moyens de production et un usage des plus moderne, adapté à la technologie nouvelle et à l'ère de l'automatisation.

Les mesures qu'a prises notre gouvernement étaient, pour la plupart, à longue portée et les effets ne font que commencer à se faire sentir. Cette nouvelle ère de développement, conçue et réalisée par le premier ministre et son gouvernement, se manifeste principalement dans le domaine des voies de communications, comme les routes d'accès aux ressources naturelles, ce qui a permis l'exploration et l'exploitation rationnelles de nouveaux secteurs du pays dans le Grand Nord. On a aussi poussé la construction de la route transcanadienne, dont l'inauguration a eu lieu en septembre dernier.

Et, il en est ainsi pour ce qui a trait aux vastes régions septentrionales de notre pays. Je sais fort bien que pendant les longues années où l'ancienne administration était au pouvoir, on a négligé de prendre des mesures énergiques concrètes dans ce domaine, et on ne s'est pas préoccupé de ces vastes richesses potentielles qu'elles renferment.

L'attitude des libéraux à ce sujet me fait penser à ce philosophe français, M. Voltaire qui, lorsqu'on lui parlait des perspectives extraordinaires que notre pays pouvait offrir à la France, à l'Europe et au monde entier, répondait: Bien, ce ne sont là que quelques arpents de neige! Cette politique qui a été décrite comme en étant une «d'igloo à igloo», se compare à l'attitude de l'ancienne administration dans le domaine du développement de nos ressources.

Heureusement, monsieur l'Orateur, que pour s'en préoccuper, il y a des hommes comme le premier ministre (M. Diefenbaker) et le ministre actuel de l'Agriculture (M. Hamilton) qui, autrefois, était le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales. Ils ont poussé vigoureusement le programme de développement des ressources du Nord.

Le gouvernement actuel a transformé radicalement l'économie rurale, mais une transformation beaucoup plus grande, plus fondamentale, se produira grâce à la loi sur la remise en valeur des terres agricoles du Canada.

C'est là, à mon avis, une autre mesure révolutionnaire qui offre des perspectives extraordinaires, pour faire pleinement fructifier les régions si longtemps négligées de notre pays.

En tant que représentant de la province de Québec, je sais que dans le domaine de la transformation agricole il y a un travail énorme à faire, mais j'ai confiance que cette loi bien conçue, bien pensée saura satisfaire aux besoins des classes agricoles du pays, et particulièrement à celles de l'Est, à celles de la province de Québec.

De plus, cette politique d'accroissement se manifeste par l'aménagement de nouvelles sources d'énergie et l'utilisation rationnelle de nos ressources hydroélectriques. Notre gouvernement a en outre lancé d'énormes projets industriels, comme le barrage du fleuve South Saskatchewan, le projet Beechwood, au Nouveau-Brunswick, le projet du «contrôle» des eaux de la rivière Rouge, au Manitoba, et combien d'autres encore. Je ne les cite que pour donner un exemple du gigantesque programme de développement qu'a entrepris notre gouvernement, et dont se moquent souvent les députés de l'opposition, parce ce que précisément ils ne se sont jamais donné la peine d'en connaître les principes, d'en comprendre le fondement.

L'hon. M. Pickersgill: On ne parle pas du Columbia!

L'hon. M. Martineau: Monsieur l'Orateur, que dire encore des efforts faits par notre gouvernement, des mesures préconisées par le ministre du Travail pour l'adaptation de la main-d'œuvre canadienne à la nouvelle technologie? Encore là un champ qui a entièrement été négligé par l'ancienne administration, qui ne voyait pas l'évolution du monde moderne, de la technologie nouvelle, l'avènement de l'automatisme.

Nous avons pris des mesures fiscales qui ont favorisé, favorisent, et favoriseront encore plus, dans les années qui suivront, l'essor de l'industrie secondaire qui est sûrement la source la plus féconde d'embauche au Canada.

Sous notre régime également se pratique une politique d'accroissement des exportations du Canada, une politique fondée sur le maintien de notre concurrence dans ce domaine, nous permettant de contenir les prix et surtout de retenir nos marchés, poussant l'innovation et la productivité dans tous les secteurs de l'industrie canadienne.